



Cahors le 24 septembre 2020

Communiqué

Les 25 et 26 septembre : journées internationales pour le climat Mobilisons-nous pour le climat et l'emploi

Parce que la fin du monde et la fin du mois sont un même combat, parce que face aux destructions d'emplois et à l'urgence écologique nous refusons d'opposer justice sociale et environnementale, les organisations membres du collectif « Plus jamais ça » appellent à se mobiliser, refuser la fatalité et la peur dans laquelle les gouvernances de tous pays tentent de nous enfermer.

Nous ne nous résignons pas à ce que le jour d'après ressemble au jour d'avant, en pire. La pandémie de la Covid 19 a mis cruellement en lumière les problèmes environnementaux, productifs, sociaux préexistants, dont souffrent le plus celles et ceux qui ont le moins.

Nous sommes convaincu-e-s que c'est par la mobilisation que nous imposerons les mesures de justice sociale et environnementale nécessaires et que la situation nécessite d'affronter ensemble les urgences écologiques, sociales et démocratiques.

Des rassemblements dans des lieux symboliques sont prévus partout en France :

- Pour exiger un plan de relocalisation, nous soutiendrons les salarié-e-s de la papeterie de La Chapelle Darblay menacée de fermeture.
- Pour préserver les terres agricoles, nous agirons face au projet de centre commercial "Oxylane", porté par Décathlon en périphérie de Montpellier.
- Pour dénoncer l'industrie polluante et la carence des pouvoirs publics en matière de prévention et d'information, une manifestation aura lieu à Rouen un an après l'explosion de l'usine Lubrizol.
- Nous appelons à la solidarité avec les populations victimes du comportement irresponsable des multinationales françaises qui engendrent des atteintes graves et risques d'atteintes graves aux droits humains et à l'environnement, comme le méga-projet pétrolier de Total en Ouganda et Tanzanie.
- Nous appelons à soutenir la jeunesse mobilisée lors des marches dans le cadre de la journée internationale de la grève scolaire pour le climat vendredi 25 septembre
- Nous appelons à soutenir l'appel à la mobilisation de "l'Assemblée pour l'Amazonie" pour défendre le poumon de la planète menacée par la déforestation et les mega-incendies".

Nous appelons à lutter contre le capitalisme vert et les projets financiers d'énergie dite « verte » - méthanisation à l'échelle industrielle, méga parcs solaires et éoliens- projets imposés sans concertation publique, sans planification et sans cohérence globale.

Nous demandons un véritable plan d'économie d'énergie (suppression des publicités lumineuses, développement des transports en commun, rénovation des logements, baisse des consommations énergétiques dans l'industrie et l'agriculture...) et un plan concerté de développement des énergies renouvelables sur le territoire (énergie hydraulique, petits parcs citoyens, obligation d'installation de toitures solaires sur les zones industrielles et commerciales...)

Nous appelons à une véritable transition de l'agriculture, créatrice d'emploi, par la relocalisation des productions, des emplois et de la valeur ajoutée et à un véritable plan de sortie des pesticides. Nous exigeons la sortie des accords de libre échange, CETA, MERCOSUR...qui mettent en concurrence les paysans, partout dans le monde, avec les multinationales de l'agro-alimentaire en tirant les normes sociales et environnementales vers le bas.

Localement, nous appelons à lutter contre le tout camion et exigeons un moratoire du projet de démantèlement de la voie ferrée Cahors Capdenac Figeac, appelée cyniquement « voie verte ». En réouvrant cette ligne au transport de voyageurs et au fret, cette ligne répondrait à de réels besoins de mobilité et de transport de marchandises tout en réduisant l'impact environnemental, un train c'est 40 camions, c'est aussi 9 fois moins de CO², 8 fois moins d'émissions de particules dangereuses et 6 fois moins d'énergie consommée. Les élus ne peuvent s'arroger le droit de déferer cette voie sans l'organisation de débats publics et la consultation des lotois sur un projet chargé de lourdes conséquences écologiques, économiques et sociales pour l'avenir de notre territoire.

L'industrie continue d'être démantelée pour répondre aux appétits financiers de leurs actionnaires.

Comment à la MAEC à Cahors, dont EDF est le principal client, qui produit des biens essentiels pour notre souveraineté énergétique, ou à Figeac Aero sur le secteur aéronautique répondant à des besoins de mobilité, peut-on accepter socialement ces centaines de licenciements qui fragiliseront l'avenir de cette industrie et de tout le développement local ainsi que nos services publics ? Ces productions n'auraient-elles plus lieu d'être produites, comme celle de masques, de bouteilles d'oxygène et de médicaments... ? Où continueront-elles d'être produites ailleurs, là où les droits permettent aux grands groupes d'échapper à leurs responsabilités sociales et environnementales pour accroître leurs profits ?

Le fameux plan de relance de l'état de 100 Milliards d'€ doit servir à maintenir et à développer l'emploi à la MAEC, à Figeac Aéro et comme chez de nombreux sous-traitants... Ce plan doit être conditionné notamment à des investissements dans la recherche et le développement orientée vers la création de produits plus propres et réaliser avec des procédés moins énergivore et plus respectueux de l'environnement.

En effet, alors que le chômage, la précarité et la pauvreté augmentent de façon inquiétante, alors que le chantage à l'emploi bat son plein dans les entreprises, alors que les services publics, mis à mal par des années d'austérité, ne font face à la situation que grâce au dévouement des personnels, le « plan de relance » reviendra à déverser des milliards d'euros sur les entreprises sans contrepartie sociale et environnementale et à gaver d'avantage les actionnaires. Selon Oxfam, les 1% les plus riches polluent plus que la moitié de l'humanité.

Nous exigeons, à l'inverse, que soient prises des mesures de rupture. Celles que nous avons présentées dans notre « plan de sortie de crise » sont une première réponse qu'il convient d'approfondir, de développer, de faire partager par le plus grand nombre pour construire un futur écologique, féministe et social, en rupture avec les politiques néolibérales menées et le désordre qu'elles engendrent.

Dés ce 26 septembre, nous appelons à faire converger les mobilisations pour l'emploi et pour l'environnement.